

# **AGRICULTURE**

---

**GROUPE DES ELUS COMMUNISTES**

**Conseil régional  
Réunion du 16 novembre 2007**

**Déclaration de Gérard Lahellec  
Après le Grenelle de l'environnement, quelle Politique Agricole  
Commune ?**

On se souvient de toutes les campagnes de presse orchestrées par certaines associations et par certaines organisations environnementalistes pour critiquer les méfaits supposés des restitutions à l'exportation accordées par l'Union Européenne. Ces aides, certes contestables du point de vue de leur répartition, étaient encore, il n'y a pas si longtemps, accusées de faire baisser les prix mondiaux à la production, de fausser la libre concurrence, de favoriser les productions polluantes et d'affamer une population de 800 millions d'êtres humains à travers le monde.

Le plus troublant dans ce concert pluriel de la diversité des voix s'élevant pour la suppression des aides et pour l'instauration au plus vite d'une «concurrence libre et non faussée», c'est de constater que les tenants de cette rhétorique rassemblent à la fois les tenants de la politique ultralibérale américaine, certains pays dits «en voie de développement» et certains milieux se réclamant du développement solidaire et équitable.

Aujourd'hui, le ton a changé. Avec ce qui se passe dans le secteur des céréales : leurs «raretés» et leurs prix exorbitants, nous constatons que sans les restitutions, les prix peuvent être très élevés et les céréales européennes peuvent continuer d'affamer le monde, cette fois parce qu'elles sont trop chères ! C'est la preuve, s'il en était besoin, que l'abandon des restitutions au profit d'une libéralisation totale des échanges conduisant à des prix mondialisés, ne peut pas constituer la base du développement agricole et encore moins le fondement d'une nouvelle politique européenne.

En effet, à travers l'exemple de ce qui se passe dans le secteur des céréales, on pourrait aisément conclure que les productions agricoles (que leurs prix soient bas ou trop élevés) conduisent aux famines à travers le monde, à des pollutions et à des déséquilibres environnementaux. En poussant le raisonnement à l'absurde, on pourrait même conclure qu'il suffirait de supprimer les productions agricoles pour que l'humanité mange à sa faim alors que nous savons que notre planète devra nourrir trois milliards d'êtres humains de plus d'ici à l'année 2050 !

C'est dans ce contexte que se présentent les suites du Grenelle de l'environnement, avec en perspective les propositions qui seront présentées à la fin du mois en vue de la PAC de 2013. Ce que l'on peut craindre, une fois de plus, c'est l'instrumentalisation de la sensibilité de l'opinion aux questions environnementales pour mieux justifier les mesures libérales qui se profilent. A chaque évolution de la Politique Agricole Commune, la tendance consiste toujours à «caresser l'opinion dans le sens du poil» en pointant du doigt les bonnes raisons pour imposer des orientations qui peuvent être catastrophiques pour les paysans et pour toute la société.

Or, il serait plus pertinent de s'interroger sur les défis de notre temps et les enjeux de civilisation auxquels est confrontée l'agriculture aux plans européen et mondial. Ainsi, par exemple, pour peu qu'on y réfléchisse, les prix agricoles mondialisés ne peuvent avoir de sens que si ceux-ci sont rapportés à des conditions de production identiques et avec pour objectif de nourrir aussi les populations qui les produisent.

Nous pouvons constater, par exemple, que certains pays du monde, dans un empressement à développer des productions dans le cadre de la concurrence mondiale, ne développent pas de cultures vivrières, surexploitent leurs salariés et parviennent à développer chaque année, sur les mêmes surfaces, plusieurs cultures. Ce sont ces productions ou leurs dérivés qui viennent rivaliser directement avec nos propres productions et on peut aisément imaginer que ces productions à moindre coût viennent mettre à mal l'ensemble des filières de l'agriculture européenne.

Il faut bien reconnaître que le Grenelle a laissé ces considérations de côté et si on peut comprendre qu'il est légitime de proposer d'agir efficacement contre la dégradation de notre environnement, il n'est pas moins légitime d'œuvrer en faveur de la suffisance, de la sécurité et de la souveraineté alimentaire et cela passe aussi par

l'affirmation d'une ambition de développement pour notre agriculture et par la défense de toutes les agricultures du monde.

Le Président de la République, dans son discours de clôture du Grenelle, a déclaré que «les Français ont le droit de connaître la vérité sur les menaces d'aujourd'hui et de demain». Ils doivent donc savoir que ce qui nous menace c'est la pénurie alimentaire, le risque de mise en cause de notre souveraineté et de notre sécurité et les menaces de désertification, de concentration des productions avec mise en cause des équilibres écologiques. C'est ce à quoi conduirait fatalement le libéralisme débridé qui confierait au marché mondialisé le soin de préfigurer les politiques agricoles.